



SUD éducation Alsace

1 rue Sédillot

67000 STRASBOURG

sudeducalsace@gmail.com

www.sudeducalsace.info

Union
syndicale
Solidaires

23 février 2024

Déclaration liminaire du syndicat Sud éducation Alsace à la CAPA du 23 février 2024

Aujourd'hui c'est de Rendez-vous de carrière et de PPCR dont nous allons parler en étudiant les recours portés par 17 de nos collègues. Ces recours mettent en avant le fait que le travail de nos collègues n'est pas estimé à sa juste valeur par le Rectorat, soit parce qu'il ne prend pas en compte tous les éléments liés à la carrière, soit parce qu'il rétrograde certains collègues.

Pour Sud éducation, le nombre de recours porté est à nouveau le symptôme d'un système arbitraire. Le PPCR reste en effet une évaluation hiérarchique qui vise à classer les enseignant•es et les faire avancer de manière différenciée selon leur appréciation finale. L'avancement accéléré sera gagné pour le contingent de 30% d'excellents. De l'autre côté du classement, les collègues dits « à consolider » subiront un accompagnement infantilisant.

Sud Education revendique toujours le retrait du PPCR, la fin de l'évaluation par les chef•fes et les inspecteur•trice•s au profit d'une évaluation par les pairs, la déconnexion entre l'évaluation et la progression de carrière et de salaire.

A ces recours contre un système arbitraire, s'ajoute la colère des tous les personnels face à la politique réactionnaire et antisociale du Ministère. Ce dernier refuse de prendre en considération les revendications légitimes des personnels qui se sont massivement mis en grève le 1^{er} février.

Une grève qui a été poursuivie le 6, puis le 20 février à l'échelle départementale à l'initiative de quelques établissements et soutenue par deux organisations syndicales, FO et SUD. La principale revendication liée à cette grève était la suivante : retrait de la réforme du collège et de la classe d'accès à la seconde. Les annonces du gouvernement prévoyait en effet de mettre en place des groupes de niveau et de casser le collège unique, dernier bastion d'un service public dont l'objectif est de réduire les inégalités.

Après avoir annoncé, une hausse de budget qualifiée « d'historique » afin de mettre en place le « choc

des savoirs », le Premier ministre Attal annonce des coupes budgétaires énormes pour le service public d'éducation. 692 millions d'euros sont à rendre qui représentent 1740 postes dans le 2nd degré, 2620 postes dans le 1^{er} degré et 4500 postes d'AED et d'AESH. Dès lors, comment mettre en œuvre la réforme du choc des savoirs qui nécessitait 2300 postes ?

Si son retrait semble acté cela n'a rien de réjouissant, puisque l'éducation est sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire. Ce choix de société n'étonnera plus personne quand on sait que ni la Police, ni l'Armée ne sont autant impactées que l'Education nationale, l'Enseignement supérieur et la Recherche, le Logement ou l'Écologie. Il aurait pourtant fallu investir massivement pour améliorer les salaires afin de recruter des enseignant•es pour baisser les effectifs dans les classes et mieux former pour répondre au défi de l'hétérogénéité. Par ce choix budgétaire, le gouvernement renonce à préparer la société de demain en recrutant des AESH pour accompagner les élèves en situation de handicap, des AED pour encadrer en tout en éduquant et en accompagnant les élèves. Il renonce aussi à la rénovation thermique du bâti scolaire et parachève son démantèlement de l'éducation prioritaire. D'ores et déjà nous appelons nos collègues à se mettre en grève le 19 mars aux côtés de toute la fonction publique afin de continuer à porter nos revendications de salaires, de postes et de conditions de travail.

A Strasbourg le 23 février 2024